



521.30 - DU/ge
521.51

E.V.D. HANDELSABTEILUNG	
No. BRD 841.3	
GATT	
EE	Service économique et financier du Département politique fédéral
R 2 6. FEB. 1973	Berne
1	2 3 4 5 6 7 8 9 10
Kopie an	

22 février 1973

Crise monétaire

Monsieur le Ministre,

Je vous remets en annexe un exemplaire des no 9, 10 et 11 du Bulletin de la "Deutsche Bundesbank", des 10, 14 et 17 février 1973, dans lesquels elle a reproduit une sélection d'articles de presse consacrés à la crise monétaire.

Le no 11 contient en outre le texte d'un rapport de la "DBB", intitulé "Die Wirtschaftslage im Winter 1972/73", avec un chapitre particulier sur l'évolution chronologique des derniers événements intervenus sur la scène monétaire internationale. La "Bundesbank" écrit entre autres:

"Von Mitte Juli letzten Jahres, als die durch die Pfund-Krise ausgelösten massiven Devisenzuflüsse gestoppt werden konnten, bis Ende Januar 1973 verringerten sich die Währungsreserven der Bundesbank insgesamt um 4,5 Mrd DM. An den deutschen Devisenbörsen befestigte sich während dieser Periode einer relativen Ruhe an der internationalen Währungsfront der Dollarkurs; am 19. Januar d.J. erreichte er nahezu den offiziellen Leitkurs und war damit sogar höher als vor der Verschärfung der Bundesbankpolitik Anfang Oktober 1972.

- 2 -

Von diesem Tag an veränderte sich jedoch die währungspolitische Szene innerhalb kurzer Zeit grundlegend. An den internationalen Devisenbörsen kam neue Unruhe auf, als die italienische Regierung mit Wirkung vom 22. Januar eine Spaltung des Devisenmarktes beschloss, um den starken Kapitalfluchtenden zu begegnen. Die Nervosität nahm am folgenden Tag erheblich zu, da die Schweizerische Nationalbank unter dem Druck grosser Devisenzuflüsse ihre Interventionen am Devisenmarkt einstellte."

Comme vous le savez, la mesure de la Banque Nationale Suisse a fait l'objet de vives critiques en République fédérale d'Allemagne. Certains journalistes et banquiers ont voulu situer l'origine de la crise en Italie et en Suisse. Cette impression était aussi généralisée dans les ministères à Bonn, où d'emblée, l'on a pensé que l'attitude suisse avait certainement attiré l'attention des spéculateurs, comme les déclarations des "Wirtschaftsforschungsinstitute" ont été considérées, en mai 1971, comme ayant été la cause du déclenchement de la crise d'alors. Peut-être s'est-on souvenu ici des énergiques critiques de notre presse, qui alors écrivit: "Die mittelbare Ursache für den Ausbruch der Krise ist in den unbekümmerten, oft geradezu unverantwortlichen Aeusserungen massgebender deutscher Stellen über die Währungsfrage zu suchen" (NZZ citée par FAZ du 7.5.71). Il est possible que les commentaires et les leçons du prof. Hankel (m/Lettre du 1er février 1973) - qui en 1971 était le directeur de la Division "Geld und Kredit" au Ministère fédéral de l'Economie -, soit une réponse rancunière aux journaux suisses.

./..

- 3 -

Dans l'intervalle, les experts monétaires de Bonn ont corrigé leurs théories. L'on est plutôt enclin maintenant à situer aux USA les causes de cette crise, là où les symptômes d'une dévaluation du dollar planaient déjà depuis quelques semaines dans les bureaux de change. A ce propos, l'on se demande au Ministère des Finances, en reconsidérant l'attitude suisse, si la BNS n'était pas politiquement mieux renseignée que la DBB!

Quoiqu'il en soit, le Ministère des Finances n'en veut pas au Président Nixon, s'il est vrai que sa décision de dévaluation a été prise avant le voyage de Volcker, soit antérieurement à la fameuse journée du vendredi 9 février. En réalité, il ne pouvait s'agir d'une décision, mais simplement d'une ferme intention, dont la réalisation dépendait de trois conditions:

- Floating ou réévaluation du Yen
- Floating régulier de la Livre Sterling
- Immobilité des autres monnaies de la CEE.

La Grande-Bretagne et les autres pays de la CEE ont donné leur accord pendant la réunion du samedi à Paris, le Japon, dans la nuit du lundi à mardi.

Jusqu'à maintenant, je n'ai pas entendu au cours de mes conversations privées (votre telex du 19.2.) de propos amers sur le comportement américain. L'on pense que le coût de l'opération n'a pas été complètement vain, et les experts du ministère des Finances estiment qu'une dévaluation du dollar était préférable à une réévaluation du DM, lequel, à la lumière de la balance commerciale uniquement (excédent de 20 Mrd DM) pourrait supporter sans trop de dommage une légère hausse. Ceci n'est pas l'avis des milieux économiques.

./..

- 4 -

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma considération distinguée.

L'AMBASSADEUR DE SUISSE
p.o.

sig. Dubois

3 annexes mentionnées

Copie avec annexes a été envoyée:

- à l'Administration fédérale des Finances, Berne
- à la Division du Commerce du DFEP, Berne.